

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Nadia El Yousfi, *Présidente* ;
Charles Spapens, *Le Bourgmestre* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(es)* ;
Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, *Conseillers communaux* ;
Hilde De Visscher, *Secrétaire communale*.

Excusés

Antoine Lebessis, Caroline Dupont, *Conseillers communaux*.

Séance du 16.12.25

#Objet : Finances – Taxe sur l’occupation temporaire de la voie publique à l’occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d’entretien d’immeubles – Règlement – Renouvellement – Modifications.- report du 05/12/2025 #

Séance publique

FINANCES

Taxes

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur l’occupation temporaire de la voie publique à l’occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation, ou d’entretien d’immeubles , voté par le conseil communal du 21 décembre 2021;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu’il convient de définir et réglementer les conditions d’occupation du domaine public sous quelque forme que ce soit, afin de favoriser l’activité commerciale tout en préservant l’esthétisme de la commune de Forest et en assurant la sécurité ainsi que la commodité de

passage ;

DECIDE :

De renouveler le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction , de démolition , de reconstruction , de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles:

Article 1.

Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 une taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de réparation ou d'entretien d'immeubles.

Article 2.

La taxe est due par l'entrepreneur qui exécute les travaux.

Article 3.

La taxe est due pour la durée de l'occupation de la voie publique, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière. Toute contestation relative à cette durée sera tranchée souverainement par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 4.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique.

La superficie est mesurée entre l'alignement décrété et le pourtour extérieur du chantier.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 5.

La date du début d'occupation, la date de fin d'occupation et la superficie occupée doivent être déclarées à l'administration communale dans les 8 jours qui suivent respectivement le début et la fin de l'occupation.

Article 6.

Lorsque l'administration communale constate l'existence d'une occupation temporaire de la voie publique, elle adresse au contribuable des formules de déclaration de début et fin d'occupation. Le redevable est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi , la formule de déclaration de début d'occupation. La constatation, par l'agent qualifié fera foi en cas de contestation.

Article 7.

L'absence de déclaration dans les délais prévus aux articles 5 et 6 du présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

Article 8.

Le taux de la taxe est fixé à 2,04€ par mètre carré et par jour pour l'année 2026. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2 % par an, conformément au tableau suivant :

| 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2,08€ | 2,12€ | 2,16€ | 2,20€ | 2,24€ |

Article 9.

La taxation faisant l'objet du présent règlement est établie sans que le redevable puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

En outre, l'application de la taxe est faite sans préjudice aux obligations éventuelles d'obtenir les autorisations administratives ou de police qui seraient éventuellement prévues par les règlements communaux et sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

Article 10.

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique, à l'occasion de la construction, de la reconstruction, de la réparation d'immeubles ou parties d'immeubles affectés aux services publics de l'Etat fédéral, des entités fédérées et des pouvoirs locaux.

Article 11.

La taxe est payable en totalité dans le mois de la cessation de l'occupation de la voie publique. Toutefois, si la durée d'occupation est supérieure à trois mois, la taxe est payable, pour la période trimestrielle écoulée, dans le mois qui suit chaque trimestre.

Article 12.

La taxe est payable au comptant.

En cas de non-paiement de la taxe au comptant, celle-ci sera enrôlée et immédiatement exigible.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

35 votants : 35 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
(s) Hilde De Visscher

La Présidente,
(s) Nadia El Yousfi

POUR EXTRAIT CONFORME
Forest

Par le Collège :
La Secrétaire communale,

Pour le Bourgmestre,
L'Echevin-délégué,

Hilde De Visscher

Charles Spapens